



Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Les métallos parisiens débrayent

Pour le contrôle ouvrier, contre un gouvernement de "Salut public",
VIVE LA GREVE GENERALE!

Métallos, formons des conseils d'usines. En avant pour un congrès des entreprises!



Grève avec occupation chez Citroën, chez Gnome-et-Rhône, chez Férodo. Débrayages dans les principales boîtes d'aviation. Au moment où nous rédigeons ces lignes, on attend les 30.000 gars de chez Renault-

Alors, la métallurgie parisienne va recommencer comme en juin 36? Va-t-elle à nouveau donner le signal à tous les exploités, pour mettre un terme à l'offensive du capital et du Gouvernement, refaire vivre les conquêtes de cette époque, faire battre en retraite la réaction, le fascisme?

Voici plusieurs fois que le mécontentement des travailleurs de cette corporation, en flèche de tout le prolétariat de France, avait été refoulé par les dirigeants du syndicat, au service du parti communiste et du Front populaire. L'attitude de ces dirigeants est dans les mouvements présents des plus équivoques. Ils ont l'air de soutenir les mouvements, mais à la façon dont la corde soutient le pendu: ils ne font rien pour les amplifier, les coordonner en donnant un objectif. La pseudo-presse ouvrière (Humanité, Populaire, Peuple) traite ces mouvements sans leur donner une importance exceptionnelle. Les secrétaires du Syndicat ne cherchent pas à unir les métallos, à leur demander de se prononcer, ils parlent avec le gouvernement, avec les directions des usines, ils interviennent en avocailles qui ont une monnaie d'échange à obtenir contre la cessation des mouvements.

Métallos, vous ne serez pas dupes de tous les bobards dont on commence à vous submerger.

Chez Citroën, ce ne serait qu'une affaire d'augmentations de salaires entre les ouvriers et la direction de cette boîte? Quel aplomb faut-il avoir pour oser donner un argument de cet ordre: il n'est pas un métallos qui ne soit intéressé au taux de salaire payé par Citroën.

Il ne faut pas, par des mouvements, nuire à la « défense nationale »? Mais qu'ont-ils donc de commun avec la « défense nationale », c'est-à-dire les propriétés et les profits capitalistes, ces centaines de milliers de travailleurs, l'ensemble des exploités qui peinent pour produire des richesses dont ils sont frustrés?

Défense nationale? Les métallos n'ont même pas à être plus inquiets que les séna-

teurs qui refusent à Blum les milliards exigés par l'Etat-major. Ils ont au contraire à intervenir très énergiquement, non pas pour sauver Blum des vieillards du Luxembourg, mais pour briser le coup d'Etat qui se prépare, la réédition du coup du 6 février. Voici, au nom des « Anciens Combattants », les slaviskards et autres Topazes qui s'agitent, qui veulent imposer un « gouvernement fort », dit de « salut public », où, autour d'un sabre, un Blum, un Herriot joueront les utilités.

Le mouvement des métallos, c'est en lui que se trouve le salut des travailleurs. La

**Camarade de province.
Et toi?...**

« Tout a fait d'accord avec la nouvelle formule du journal qui permet de suivre l'actualité de plus près. Pour nous, qui sommes un peu coupés de tout, c'est bien utile car nous voyons ainsi plus clair dans les événements. »

Voilà ce que nous écrit un de nos camarades du Centre-Ouest et ces lignes pourraient certainement être signées de tous nos lecteurs de province. Mais ceux-ci font-ils l'effort suffisant pour nous aider?

« La Commune » n'est pas rédigée par une équipe de « journalistes » professionnels et appointés mais par des ouvriers, des paysans, des fonctionnaires, des employés qui sont des militants révolutionnaires. Elle doit être le reflet vivant de la lutte des travailleurs. Et, dans ton coin, camarade de province, n'y aurait-il plus d'exploitation, n'y aurait-il plus de grèves, n'y aurait-il pas de bonzes réformistes ou stalinien dont tu dois dénoncer l'action? Si? Alors?

Alors qu'attends-tu pour nous envoyer des articles, des notes sur la vie des ouvriers de ton usine ou sur celle des paysans de ton village? Si cela t'oblige à prendre une demi-heure sur ton sommeil, songe aux heures que passent, à Paris, des camarades pour rédiger le journal, surveiller l'impression, le plier et l'expédier.

Et puis, camarade de province, as-tu fait des abonnements autour de toi, as-tu fait lire « ton » journal et nous as-tu envoyé ta souscription?

Sans doute ne peux-tu pas faire beaucoup, mais tu peux TOUJOURS joindre quelques timbres à la lettre que tu nous envoies. Y as-tu pensé?

Il dépend de toi que « la Commune » que tu reçois trois fois par semaine, paraisse chaque jour. Veux-tu nous aider à forger une arme encore meilleure, le QUOTIDIEN POUR LA IV^e?

Des correspondants dans chaque coin, chaque usine, chaque village! Des abonnements! Des souscriptions!

lutte de classes portée au paroxysme, c'est le seul moyen de barrer la route au fascisme et à la guerre. C'est la guerre civile en France qui seule peut venir à bout du fascisme ici, et soulever les prolétaires allemands et italiens contre leurs bourreaux.

Pour un rajustement des salaires;

Pour le renouvellement du contrat collectif;

Pour le CONTROLE OUVRIER, seul moyen d'empêcher que l'on aboutisse, comme en juin 36, à une semi-victoire qui se transforme en défaite;

Contre l'union nationale et contre un gouvernement de salut public;

VIVE LA GREVE GENERALE DES METALLOS!

Les dirigeants syndicaux mettent des bâtons dans les roues, ils bafouent la démocratie ouvrière, n'assurent ni l'information, ni les liaisons indispensables pour la réussite d'un tel mouvement. Pour surmonter leur sabotage, métallos, créez votre organisme de lutte: le Conseil d'usine, élu par vous, indépendamment des lois bourgeoises, contrôlé par vous, constamment révocable.

Pour coordonner les décisions, les actes de tous ces organismes, pour mener une bataille d'ensemble, il faut rassembler un Congrès des entreprises.

Nous disons aux métallos: « Attention, rien ne serait plus dangereux que le système actuel des dirigeants, celui qui consiste à énerver les gens, à chatouiller les épidermes par des mouvements sans objectif, sans portée, sans puissance; ce système non seulement mènerait à l'échec, il rejeterait de larges couches vers le fascisme. Une bataille doit se mener énergiquement, résolument, sans hésitation. »

Les métallos le feront, comme en juin 36, mieux qu'en juin 36.
Vive la grève générale!

**Débrayage chez
Gnome et Rhône**

Au dernier moment, nous apprenons que les ouvriers de chez Gnome ont débrayé à la rentrée de vendredi 13 heures. Après avoir déposé leur cahier de revendication pour obtenir la reconduction des contrats et des augmentations de salaires, ils occupent l'usine.

Une vive effervescence se manifeste dans le quartier, à la suite de l'arrivée de la garde mobile.

L'impérialisme anglais

a parlé

CHAMBERLAIN a précisé la politique de l'Angleterre. Rien de bien neuf dans ce discours. Une fois de plus, Chamberlain a déclaré : « L'Empire britannique avant tout » ! Pour lui nous sommes prêts à nous battre, pour lui nous demandons « l'union ». Toutefois Chamberlain a renouvelé la promesse d'appui à la France au cas où celle-ci serait l'objet d'une agression non provoquée.

En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, Chamberlain a nettement confirmé qu'il n'interviendrait pas en sa faveur en cas d'attaque d'Hitler. Il s'est également refusé à donner à la France « l'assurance formelle » qu'il serait à ses côtés si elle se portait au secours de l'alliée Tchécoslovaque.

Pour l'Espagne, après avoir reconnu que la « non intervention » était violée, il a fait connaître qu'il entendait toutefois s'en tenir à cette formule et qu'il faisait par ailleurs entière confiance à Mussolini pour tenir ses engagements en ce qui concerne l'intégrité du territoire espagnol et l'occupation de points stratégiques aux Baléares ou ailleurs. La veille, Paul-Boncour avait déclaré que la France n'accepterait pas qu'une puissance étrangère s'installe, même provisoirement, en Espagne ou dans une dépendance espagnole.

Le discours de Chamberlain, très nuancé à certains moments, est plein de sous-entendus laissant planer le doute quant à ses intentions véritables en cas de guerre survenant à la suite de complications en Europe Centrale. « Nous n'interviendrons pas « automatiquement » mais il se pourrait que nous intervenions quand même, a-t-il en somme déclaré, « cela dépendra » !

Bref, discours impérialiste 100 %, l'intérêt impérialiste et c'est tout. La fameuse « démocratie libérale » ne s'intéresse qu'aux gros sous de ses possédants.

Mais qu'est devenue l'opposition Lloyd George, Churchill, Attlee, etc... dans cette affaire ? Elle est devenue bien prudente ; Chamberlain avait convoqué les chefs traitres des « Trade-Unions » avant son discours. Il leur avait fait connaître la position des « Dominions » contre toute intervention prématurée en Europe et leur avait parlé de la nécessité de maintenir l'unité de vue de l'Empire. Une fois de plus, ces bons chefs « socialistes et syndicalistes » se sont inclinés : puisque « l'Empire l'exigeait », et Chamberlain s'est frotté les mains ! Bien mieux, le représentant du grand capital de la Métropole et des Dominions a profité de l'occasion pour déclarer qu'il fallait faire comprendre aux ouvriers anglais la nécessité de travailler davantage pour la défense de l'Empire, et, messieurs les chefs syndicalistes ont promis leur appui ! Pour du beau travail c'est du beau travail.

Il était un temps où « l'Humanité » était pleine de critiques justes contre les Walter Citrine, alliés dévoués de leur impérialisme contre les populations opprimées des Dominions. Aujourd'hui, nous ne trouverons rien dans « l'Huma » et pour cause, puisqu'en France : les Racamond, les Thorez ont suivi l'exemple des Citrine. Ce n'est plus en effet qu'appels à la défense de la Nation, que front unique avec les chefs radicaux traitres, que conseils de sagesse aux ouvriers devant « le danger allemand » ! Bref tout doucement on revient à la situation d'août 1914 : partout « union sacrée » pour la défense des intérêts des Banques françaises en Europe Centrale et aux Colonies ! Evidemment, tout cela au nom de la lutte contre le fascisme, comme si les amis secrets ou avoués des fascistes pouvaient lutter sérieusement contre lui ! Aux prolétaires de réagir eux-mêmes, contre le fascisme, contre la guerre : Action de classe, les Soviets (Comités) partout !

DANS LES BOITES DE METALLURGIE

MERCREDI, jeudi. Des mouvements, des débrayages dans les usines métallurgiques de la région parisienne. Des coups de téléphone, des notes hâtivement rédigées nous parviennent. Des renseignements fragmentés, parfois contradictoires. Nous ne prétendons donc pas fournir un tableau du mouvement, il apparaît même aux premiers aspects que l'objectif le plus important est de transformer ces luttes dispersées, désordonnées, en un mouvement puissant, cohérent, énergique.

CHEZ CITROEN (Javel)

Le mouvement a commencé d'abord pour une demi-heure, puis en vue d'une grève avec occupation.

Mouvement unanime, aucune résistance, même dans les bureaux. Le mouvement tient très bien.

Le soir, l'occupation a été réduite trop, beaucoup trop. On ne semble pas prendre des dispositions pour une véritable lutte. Si le patronat profite de la situation pour intervenir avec des bandes fascistes (comme ce fut le cas dans l'alimentation, aux « Primistères Parisiens », cela pourrait coûter très cher.

CHEZ BLOCH

Grève d'une demi-heure mercredi. Elle a été annoncée trois quarts d'heure avant. La soudaineté d'une attaque contre le patronat, c'est une chose ; mais une manifestation de ce genre, c'est autre chose.



Et puis, est-ce que cela peut suffire, un mouvement d'une demi-heure dans une boîte, dans une autre, sans aucune coordination ?

Formellement, ce n'est pas le Syndicat qui ordonne la grève. Ça peut être parfois de bonne tactique que l'organisation ne soit pas officiellement l'instigatrice du mouvement ; mais, dans ce cas, il est inconcevable que le mouvement engagé, le syndicat reste silencieux ou se borne à prêcher l'attente, le calme et n'apporte aucun mot d'ordre de lutte, aucun objectif. L'attitude actuelle du Syndicat des Métaux est propre à désorienter et par conséquent à démoraliser les travailleurs. Il est vrai que c'est à cela que se livrent les staliniens, y compris ceux qui dirigent les métallos, depuis bien longtemps.

A PUTEAUX

Jeudi soir, à la sortie des boîtes, meeting. Un nombre relativement faible d'auditeurs (500). Pas d'enthousiasme.

On écoute avec assez d'indifférence le discours d'un « responsable ». Il explique : certains veulent que le syndicat profite du mécontentement

LE POPULAIRE du 24 mars se réjouit de ce qu'une pétition pour un gouvernement d'Union sacrée ait été signée par 70 députés réactionnaires. C'est, dit-il, « un désaveu de l'attitude et des propos » de Flandin. Vraiment, la S.F.I.O. a trouvé de bien curieux alliés puisque parmi les signataires, on trouve, à côté de Paul Reynaud, des fripouilles comme Beauguitte, Jacquinet, le marquis de Clermont-Tonnerre, Tixier-Vignancourt, ami de Doriot et assassin d'ouvriers, et de Kérillis lui-même !

Les ouvriers socialistes jugeront ceux qui refusent le Front unique avec les travailleurs révolutionnaires et le font avec les marquis et les fascistes.

« L'Union sacrée, c'est la misère et la guerre », porte en titre le troisième numéro de « Juin 36 », organe de la Fédération socialiste de la Seine. Nous en sommes bien d'accord, mais comment lutter d'une façon réelle contre l'Union sacrée ? En se plaçant, comme Weil-Curiel, sur le terrain de la nation et en reprochant aux capitalistes d'avoir saboté l'Exposition ?

Désertion des capitaux, grève perlée de l'impôt, hausse vertigineuse des prix, P.S.F., P.P.F., Cagoulards, sabotage de l'Exposition, chantage à la guerre civile pour empêcher l'aide à l'Espagne socialiste, pactes avec Hitler et Mussolini, trahison ouverte de tous les intérêts nationaux, attaques systématiques contre le franc, ralentissement voulu de la

LE COIN D

des travailleurs pour pousser les revendications et les imposer par la force. Mais la situation est grave, très grave. Elle exige le contraire : il faut présenter des revendications minima, ne pas amener de désunion, etc..

Et, en route pour le couplet sur l'augmentation de la production.

Au vote, quelques voix contre. Un camarade explique pourquoi ils se sont prononcés contre l'orientation du syndicat et pour une politique révolutionnaire.

CHEZ ROSENGART

C'est là que le mouvement a commencé. Toutes sortes de bruits ont circulé, par exemple que Lioré était en grève.

La direction syndicale, pour jouer son rôle capitulaire, exploite l'absence de liaison et d'informations, car elle seule assure ces fonctions vitales pour un mouvement.

CHEZ LIORE

Jeudi soir, il y a eu grève à Villacoublay, mais pas ailleurs (Argenteuil, Clichy, la Révolte). Pourtant le mécontentement est grand. Les Doury veulent nous faire faire des heures supplémentaires, et même une heure gratuite si le gouvernement ouvrait la frontière espagnole. Doury peut palabrer sur ce thème devant les députés du Front populaire et de l'Union nationale réunis, mais ça lui sera plus difficile devant les ouvriers. Les usines ne sont pas à nous, nous ne les contrôlons pas. Alors une heure gratuite des ouvriers, ça ne sera pas des bénéfices patronaux en moins, on n'est pas du tout sûr de la destination des avions. Enfin, si le gouvernement français intervient en Espagne (même le jour où Thorez aura un portefeuille), ce sera pour défendre des intérêts capitalistes et pas ceux des travailleurs.

Il doit y avoir une réunion inter-usines de Lioré-Ollivier le 2 avril, rue d'Angoulême. Nous veillerons à ce que chacun puisse s'y exprimer librement.

CHEZ RENAULT

Jeudi soir. L'agitation s'est manifestée dans la journée. Des ateliers se sont réunis, veulent débrayer. Il est question de le faire pour vendredi à 2 heures.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, 36



Cueilli dans

production, licenciement des délégués ouvriers, etc., etc..

Ce que ni Herriot, ni Daladier n'avaient osé. Demander le concours « inconditionnel » des saboteurs pour remettre les choses en ordre. Faire connaître à nouveau aux travailleurs français la honte, l'impuissance et la malhonnêteté de l'Union Nationale.

Pour défendre les libertés ouvrières contre Hitler et Mussolini on sollicite le concours des hitlériens français !

Pour lutter contre le chômage, la vie chère, on remet le pouvoir à ceux qui en sont les responsables !

Pour défendre le franc on s'adresse à ses naufrageurs !

Pour défendre la nation menacée comme en 1792 dans la mesure où elle représente un espoir révolutionnaire, on sort Louis XVI du Temple et on fait appel au duc de Brunswick.

En oubliant, comme Marceau-Pivert et tous les collaborateurs de « Juin 36 » que c'est Blum qui a proposé l'union sacrée et en évitant de le nommer ? ou en faisant confiance au gouvernement, comme le veut Baurepaire qui écrit :

Le peuple de Paris n'a pas dégénéré ; il s'assoupit parfois, il ne saurait tomber en léthargie.

Il va se souvenir, après douze mois d'hésitation qu'il a six morts à venger et qu'il ne peut les venger qu'en obtenant enfin, par sa force combattive ce que tous les lutteurs antifascistes ont constamment réclamé :

Bannissement des fascistes et de leurs alliés des hauts postes qu'ils occupent ;

U PROLO

A CLICHY

Mercredi dernier, à une réunion publique organisée salle municipale, rue des Bois, à Clichy, par notre groupe local, une quarantaine de travailleurs assistèrent.

La situation politique fut exposée par Marc Laurent. Un appel au nom des Jeunesses Communistes Internationalistes fut fait par Morgat. Au cours de la discussion, un camarade vint apporter le point de vue de la Conférence permanente contre la guerre, défendant le mot d'ordre : pas de mazout pour les Etats totalitaires (une concession à la division en deux blocs de nations qui, demain, permettra à plus d'un de glisser doucement dans l'union sacrée). Un sympathisant au parti communiste vint afficher une ignorance exceptionnelle de l'histoire de la révolution russe. Après réponse, l'ordre du jour présenté fut adopté unanimement.

CHEZ LES INSTITUTEURS DE SEINE-ET-OISE

Dans le Syndicat des Instituteurs de Seine-et-Oise s'est manifestée contre la direction réformatrice une opposition qui vient, à l'occasion de l'élection du nouveau conseil syndical, de remporter un succès relatif, groupant en moyenne près du quart des voix et obtenant un certain nombre de sièges au Conseil syndical.

Appuyer cette opposition, soutenir sa lutte, est le devoir de tout instituteur révolutionnaire. Or, ce soutien exige notamment de faire une critique des positions confuses sur lesquelles se rassemble cette opposition. Sans positions claires, précises, elle risquera de se disloquer devant une manœuvre des bonzes syndicaux ou devant une situation nouvelle, ce qui ensuite rendrait plus difficile un rassemblement oppositional contre la politique d'union sacrée qui sévit au Syndicat national des Instituteurs comme dans toute la C.G.T.

Il y a, dans la déclaration intitulée « notre programme », de l'opposition, une lacune vraiment exceptionnelle : la politique du Front populaire n'est pas nommément combattue. On y dénonce, certes, avec netteté les résultats de la politique de collaboration de classe en ce qui concerne les traitements des fonctionnaires, et c'est tout. Il ne suffit pas de mettre quelques phrases révolutionnaires ; on ne peut rester dans l'équivoque sur la question : pour ou contre le Front populaire ? Il faut dire catégoriquement : nous sommes contre, car du Front populaire à l'Union sacrée, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de solution de continuité.

la Presse



Epuration complète de la police parisienne. Des ministres socialistes reviennent justement au pouvoir. L'occasion est propice ! A nous d'exiger ! A eux d'exécuter ! Si nous savons utiliser notre force, Solange Demangel, tu ne seras pas morte en vain !

Allons donc ! Lénine nous a appris que toute lutte contre la guerre sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère. Et la seule chose qui puisse, aujourd'hui, faire reculer la guerre impérialiste, c'est-à-dire l'organisation de la lutte ouvrière, dans les usines, contre le statut moderne du travail et pour le réajustement des salaires, « Juin 36 » n'en parle même pas.

Ne pas crier partout aujourd'hui que le Front populaire et les partis ouvriers traditionnels ont trahi les intérêts du prolétariat, c'est se faire le complice de la trahison. Et il n'est pas, camarades de la G.R. d'« habileté » qui puisse excuser le silence.

Nous pensons que, malgré son antistalinisme, « Syndicats » ne peut plus faire illusion à beaucoup de travailleurs. Ceux-ci doivent, en effet, comprendre que, malgré leur lutte autour des fromages, stalinien et super-réformiste se trouveront demain bien d'accord pour entraîner la classe ouvrière dans la guerre.

Cependant, épinglons quelques passages significatifs du dernier numéro :

Le fait est que dans une Europe en armes, le pays est faiblement armé. Dans la course

Cette lacune n'est guère comblée par l'affirmation : « Nous sommes pour l'indépendance du syndicalisme à l'égard des gouvernements et des partis d'union sacrée » qui apporte aussi sa part de confusion. On n'y désigne pas formellement quels gouvernements, quels partis ; et, en outre, on confond l'organisation syndicale qui doit avoir sa vie organique propre et le « syndicalisme », doctrine aux contours les plus flous.

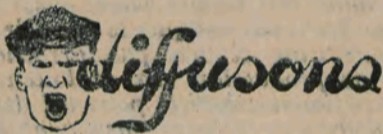
La déclaration s'affirme également laïque et pacifiste. Là encore, confusion. La lutte contre l'enseignement libre, la défense des instituteurs laïques contre la réaction, très bien. Mais le laïcisme n'est qu'une des formes de philosophie bourgeoise qu'il faut combattre comme la religion. Pas de main tendue aux curés, mais pas de main tendue aux vénérables.

La lutte contre la guerre, d'accord, mais pour cela, il n'y a que la lutte révolutionnaire. Le pacifisme fut, pendant des années, un instrument des Blum et autres Rivet pour gagner la confiance des travailleurs qu'ils peuvent aujourd'hui emmener dans l'union sacrée. La poignée de pacifistes qui subsistent aujourd'hui ne pourra pas donner un autre contenu au « pacifisme », même si certains d'entre eux laissent leur peau dans la lutte contre la guerre.

C'est en précisant leurs positions sur ces problèmes généraux que les instituteurs minoritaires de Seine-et-Oise se montreront aussi les plus précis et les plus vigoureux pour leurs revendications corporatives.

LILLE

Réunion publique « Contre l'Union sacrée » organisée par le P.C.I., vendredi 1^{er} avril, à 19 heures 30, salle du « Palais de la Bière », place Richebé.



LA COMMUNE est en vente aux mêmes endroits, chaque deux jours, qu'elle l'était chaque semaine. Vérifiez sa mise en montre et sa diffusion dans les kiosques.

GRENOBLE

PERMANENCE : Les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 heures à 22 heures : Hôtel des Artistes, 4, rue Bressieux.

MARSEILLE

La Permanence du P.C.I. à Marseille aura désormais lieu :

Tous les lundis, à partir de 18 h. 30, au « BAR LYRRI », 56, rue d'Aubagne.

LYON

Permanence : tous les samedis, de 17 h. 30 à 19 heures, café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (1^{er}).

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : A. BASTIDE

aux armements, la France a pris un mauvais départ.

Il se peut que ceci ne plaise pas, mais il demeure vrai qu'une France désarmée dans une Europe en armes est une cause de déséquilibre et donc, dans l'immédiat, une cause de guerre.

Plus loin, sous la plume de Froideval :

Et je ne m'oppose pas à ce qu'on fabrique des armements pour faire le barrage à la guerre, comme on construit une digue contre le danger de l'inondation.

Mais, de grâce, qu'on en reste là — qu'on n'aille pas plus loin dans cette voie et surtout qu'on observe un langage conforme à notre tradition ouvrière, humaine, généreuse et pratique. En un mot qu'on parle français et non russe, que l'on se débarrasse de cette camisole étouffante qui paralyse le prolétariat.

On ne saurait être plus cynique. Froideval ne refuse point la politique de surarmement mais, dit-il, qu'on continue surtout à couvrir cette nouvelle trahison de phrases gauches. « Faisons la guerre, mais n'en parlons pas ». Et restons des patriotes « français » qui n'ont point de leçons à recevoir de « l'étranger ».

Dumoulin écrit, pour sa part :

L'union sacrée va donc devenir un fait. Ce qui est grave, c'est qu'elle s'impose par anticipation, avant même que la guerre existe.

Ainsi la formule est bonne, mais n'en usons pas prématurément. Caillaux n'a pas dit autre chose.

Chez les paysans

Maigres salaires

et papier timbré

Il est incontestable que, dans ces trois dernières années, le problème paysan a été posé sous différents aspects :

Reconnaissance de fait d'organisations syndicales d'ouvriers et de paysans, jadis exclues, principe des offices nationaux pour les principaux produits agricoles, orientation vers une technique donnée de la production et vers une organisation meilleure du marché par la coopération et les contrats collectifs de vente ; retraites aux vieux travailleurs, extension à l'agriculture des lois sociales et plus particulièrement des allocations familiales et du statut moderne du travail ; statut du fermage et du métayage ; principe de la sauvegarde du domaine familial agricole devant les saisies, devant le fisc et aussi devant le régime successoral qui favorise sa dispersion ; aide aux jeunes ménages paysans désireux de s'établir à leur propre compte... Il y a là tout un ensemble de faits, d'idées nouvelles ou d'idées anciennes émises dans des termes nouveaux et qui, toutes, sont posées non seulement devant le Parlement, mais dans l'opinion paysanne où elles fermentent et mûrissent.

Ces questions paysannes ont été posées par le Gouvernement de Front populaire, et plus spécialement par l'organisation paysanne des stalinien, et par les syndicats paysans réformistes de la C.N.P.

Elles ont été également posées et défendues par la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture.

Les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, métayers et petits fermiers, doivent donc crier : Vive le Front Populaire ?...

Les campagnes menées par les organisations précitées et par le Gouvernement tendent précisément à faire crier aux paysans, et aussi aux riches cultivateurs : Vive le Front populaire !

Elles tendent par ce fait à faire accepter aux paysans et aux ouvriers agricoles le courant de guerre et d'union sacrée qui constitue la dominante de la politique actuelle du Front populaire.

Et il ne serait nullement difficile de décrire chacune de ces mesures, en démontrant que chacune d'elles ou bien ne sont pas votées, ou, étant votées, ne sont pas appliquées.

Les mesures non votées : statut du fermage et du métayage, extension de certaines lois à l'agriculture, etc... constituent une promesse permanente. C'est l'appât constamment tendu.

Les mesures votées sont mises en échec par les agrariens ou bien ne profitent pas au paysan pauvre.

Exemple : la revalorisation des produits, les contrats collectifs, les lois sociales.

La question essentielle : la terre enlevée aux grands hobereaux et remise gratuitement aux collectivités rurales, n'est pas posée, et pour cause !

Pendant ce temps, les fascistes agraires continuent, et les paysans pauvres restent dans leur misère.

Les salaires moyens sont de 4.000 francs pour les vachers, de 3.700 francs pour les domestiques, de 3.500 pour les servantes. Le reste est à l'avenant.

Et, malgré les promesses formelles, les saisies continuent. L'huissier ni le fisc ne lâchent leur proie.

Nous appelons les paysans travailleurs et les ouvriers agricoles à constituer leurs Conseils de village, et à préparer leurs propres assemblées populaires.

Ce sont ces Comités, animés par les plus exploités d'entre vous, qui sortiront la paysannerie de l'ornière réformatrice, organiseront le barrage devant la guerre et le fascisme, feront échec à l'agrarien.

A BAS LE SÉNAT !

AINSI que nous le laissions prévoir, le Sénat a opposé une vive résistance aux projets financiers votés par la Chambre des Députés et que Blum soumettait à son acceptation.

Que proposait Blum ? L'autorisation de demander à la Banque de France de nouvelles avances dont le montant atteignait huit milliards de francs, cinq milliards étant exigés pour les besoins immédiats de la Trésorerie et trois milliards pour alimenter le budget extraordinaire de la Défense nationale.

Sur les huit milliards votés par les Chambres, le Sénat, par 156 voix contre 137, en accorde cinq.

Cette attitude d'hostilité pose nettement la question du gouvernement et pourrait ouvrir une crise ministérielle. Un Conseil de Cabinet, réuni au moment où nous écrivons ces lignes, examine la situation créée à la suite du vote sénatorial.

Est-elle dictée, cette attitude, par le souci d'éviter aux travailleurs les répercussions d'une inflation de huit milliards sur leur situation ?

La « haute-Assemblée » se bolchevise-t-elle au point de refuser les crédits que l'impérialisme français exige pour sa défense nationale ?

Evidemment non. Les hôtes de ce nid réactionnaire qu'est le Luxembourg n'opposent qu'un argument de forme : Un emprunt serait préférable à l'inflation. En réalité, le Sénat ne pouvait manquer l'opération politique qui se présentait à lui, de donner le coup de caveçon à Blum et au Front populaire réduits à mendier cinq milliards pour « tenir » budgétairement. En n'accordant que cinq milliards sur huit, le Sénat souligne cruellement que la fin du mois est bouclée de justesse et qu'elle pourrait ne pas l'être le 25 du mois prochain.

Mais, en même temps, le Sénat réactionnaire entend poser publiquement le problème de la succession du Front populaire.

Il le fait au moment où le grand patronat exige à nouveau des gages contre les prolétaires, au moment où les organisations ouvrières sont engagées dans l'état de la production intensifiée pour les besoins de la guerre, il le fait au moment où circule avec insistance ce mot d'ordre : Gouvernement de Salut Public extra-parlementaire.

Ceci démontre la profonde justesse du programme d'action du Parti Communiste Internationaliste.

Oui, nous avons raison de dénoncer le Front populaire et de rappeler aux masses laborieuses la mortelle illusion où il les engageait.

Oui, nous avons raison de crier : A bas le Sénat réactionnaire !

Mais les travailleurs de la ville et des champs doivent comprendre qu'il ne s'agit plus de lutter contre le Sénat parce que le Sénat est contre le Front populaire démocratique et bourgeois. Nous luttons contre le Sénat parce qu'il représente un bastion capitaliste et contre-révolutionnaire.

Nous ne lutterons pas pour la défense du Cabinet Léon Blum, « émanation du suffrage universel », contre le Sénat élu au suffrage restreint, mais contre la formation d'un gouvernement pré-fasciste, extra-parlementaire, dont le Front populaire prépare la montée au pouvoir.

Je ne franchirai pas le Rubicon, a dit Blum à Caillaux. — Je regrette de ne pas l'avoir fait, répond cyniquement Caillaux. En clair, cela signifie que Blum est décidé

Du berceau à la

déclarait Renaud Jean

AU moment où Thorez, à l'Assemblée d'information de la Mutualité, déclare « Main dans la main pour la ronde de la paix », au moment du vote, par la fraction parlementaire stalinienne, des projets de militarisation élaborés par Paul-Boncour en 1927, il est fort important pour les travailleurs de se reporter aux textes de l'Internationale Communiste sur la question de la guerre et au discours prononcé à la Chambre par Renaud Jean, au nom du Parti Communiste, contre le projet Paul-Boncour.

Le discours de Thorez à la Mutualité n'apporte rien de nouveau et ne fait que reprendre la position stalinienne sur la nécessité de la défense nationale, de la défense de la démocratie, etc. Quelle était donc, voici encore quelques années, la position de l'Internationale et du Parti Communiste sur ces questions. Elle est clairement définie dans ces lignes extraites de la brochure publiée en 1930 par le P.C.

« S'il s'agit d'une guerre entre des Etats impérialistes, le prolétariat doit refuser la participation à la défense nationale. L'ouvrier n'a qu'un ennemi : les capitalistes. Aussi longtemps qu'il n'a pas vaincu cet ennemi dans son propre pays, aussi longtemps qu'il n'a pas conquis le pouvoir politique de l'Etat et n'a pas arraché les moyens de production aux exploités, la défense nationale signifie pour lui défense de l'exploitation et, par conséquent trahison à ses propres intérêts de classe. »

à ne pas sortir des limites de la légalité républicaine bourgeoise et que le grand capital est, lui, décidé à franchir un jour ces limites.

La bourgeoisie exige des gages contre les prolétaires, les agitateurs fascistes que l'on maintient en liberté tentent déjà de recréer dans la rue l'atmosphère du 6 février 1934, mais les usines débrayent !

Ce n'est plus seulement une question de « conventions collectives » qui doit les animer. Il faut dès maintenant voir plus haut et plus loin : par les congrès d'entreprises, par les conseils d'ouvriers et de paysans, le pouvoir aux travailleurs.

L se produit le phénomène suivant : la dégradation des staliniens dans l'union sacrée, leur collusion avec l'Eglise, leur chauvinisme provocant finissent par donner une teinte rougeâtre à des hommes et des groupements qui, devant les travailleurs, affectent d'être choqués par l'attitude du parti du Guépéou. Dans une maigre mesure d'ailleurs, les Lebas et autres tentent d'exploiter ce filon.

Mais, auprès d'une certaine couche de travailleurs, un phénomène semblable se produit lorsqu'ils mettent en comparaison les hommes de la « Gauche révolutionnaire » avec les dirigeants du parti socialiste. Ajoutons que dans les milieux syndicalistes et anarchisants, on abonde dans le même sens : on n'est pas nettement avec Pivert, mais c'est autre chose que Blum et Paul Faure, c'est l'avenir (!)

Ceux qui le soutiennent d'ailleurs le plus sont en même temps ceux qui combattent le plus les partisans de la IV^e Internationale.

La « Gauche Révolutionnaire » s'est prononcée contre l'Union sacrée, nous dit-on ; la minorité au Conseil national a lu une déclaration à ce sujet ; la Fédération de la Seine a voté une résolution.

Et ensuite ? Nous ne nions pas la valeur des résolutions, nous avons même l'habitude d'éplucher soigneusement les textes, les nôtres d'abord, et ceux des autres ensuite, car nous savons que toute absence de précision dans la pensée et dans l'action trouvera son expression dans les textes. Mais même de bonnes résolutions — et celles de la Gauche Révolutionnaire sont loin de l'être — ne comptent que par les actes qui y sont liés. De ce côté-là, la Gauche Révolutionnaire nous sert abondamment.

(Comment les ouvriers doivent-ils lutter contre la guerre impérialiste (page 10.)

Thorez déclare : « La France doit parler haut et clair ». La France ? Qu'en pensait Lénine ?

« La bourgeoisie abuse les peuples en jetant sur le brigandage impérialiste le voile de l'ancienne idéologie de la « guerre nationale ». Le prolétariat démasque ce mensonge en proclamant la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. »

(Social-Démocrate, 1^{er} novembre 1914.)

Par contre, le traître Marcel Sembat parlait, lui aussi, de la « France », le 2 août 1914 et déclarait :

« Vous vous battez pour défendre la culture française, pour défendre la liberté du peuple. »

En somme, Thorez n'a rien inventé, pas même l'histoire des communistes qui aiment leur « patrie ». Mais, dans une brochure « L'antimilitarisme révolutionnaire », éditée par le Parti Communiste, on trouve les lignes suivantes :

« Tous ceux qui prêchent le mensonge de la défense de la patrie ne font qu'endormir les masses travailleuses, que les écarter de la lutte contre le militarisme et les préparer à la guerre impérialiste. » (page 21.)

Ne serions-nous plus dans un régime capitaliste ? Et qui, au jour d'hui, endort les masses travailleuses en parlant de « l'accroissement nécessaire de la production », si ce n'est Thorez dans son discours de la Mutualité ?

Le projet de « nation armée » sur lequel le Parlement va se prononcer n'est autre que le projet Paul-Boncour de 1927 que, dans la brochure sur « L'Antimilitarisme révolutionnaire » le Parti Communiste caractérisait ainsi :

« Les nouvelles lois militaires françaises qui sont, sous tous les rapports, typiques pour les tendances générales du militarisme moderne, dénotent un effort de militarisation inouï jusqu'à présent. »

Le 3 mars 1927, lorsque le projet Paul-Boncour qu'on ressort aujourd'hui, vint en discussion devant la Chambre, Renaud-Jean, au nom du Parti Communiste, dé-

La gauche révolutionnaire

Attachement aux principes au parti de Blum ?

Que disent les textes de Pivert, Modiano, Hérad... ? Ils rappellent que la guerre est le fruit du capitalisme, que les tentatives de collaboration de classes n'ont été que duperies pour le prolétariat, que la guerre ne sera empêchée que par la révolution prolétarienne. Mais la précision manque déjà bien souvent :

Seule, une offensive hardie des masses populaires de France, dirigées par leurs organisations de classe contre les véritables responsables de la situation tragique qui se déroule peut encore protéger la liberté et la paix.

Seule, l'expropriation des oligarchies économiques et financières dès maintenant favorables au fascisme international peut protéger nos libertés.

Il y a un mélange de phraséologie Front populaire, de vocabulaire « Nouvel Age », avec quelques pointes de marxisme.

Mais il n'est rien dit, rien précisé : QUELLES ORGANISATIONS DE CLASSES aujourd'hui mèneront la lutte.

La déclaration de la « Gauche révolutionnaire » déclare aussi :

Indéfectiblement attachée aux principes de la lutte de classe inscrits dans la Charte fondamentale du Parti Socialiste, la Gauche Révolutionnaire répudie l'Union Nationale sous

tombe...

nonga, dans un discours haché d'interruptions par les députés réactionnaires, l'impérialisme et le militarisme français. Dès le début de son intervention, il déclarait :

« Nous ne saurions attribuer une influence pacifique aux dispositions nouvelles par le moyen desquelles on tente d'interdire la possibilité de constitution de fortunes, au cours de la prochaine guerre... ces dispositions risquent de créer parmi les travailleurs des illusions analogues à celles qui en 1914 permirent aux gouvernants de conduire tous les peuples, les yeux fermés, au massacre. »



Aujourd'hui encore, pour faire avaler au prolétariat la pilule amère de l'union sacrée, la bourgeoisie mène grand bruit autour des dispositions qui empêcheraient le retour des profiteurs de guerre.

Puis Renaud-Jean continuait :

« Comment les travailleurs pourront-ils échapper à ces massacres dont les menaces s'accumulent ? Oh ! Certainement pas, monsieur le ministre de la guerre, certainement pas, monsieur Paul-Boncour, avec les projets que nous allons discuter, car ils reposent sur une erreur déjà bien ancienne. Ils tendent, en effet, comme ceux qui les ont précédés, pour assurer la paix, à mieux préparer la guerre. »

Or, aujourd'hui, les staliniens, avec tous les partis du Front populaire, déclarent que les projets de militarisation sont destinés à éviter la guerre.

Et Renaud-Jean caractérisait le projet Paul-Boncour en ces termes :

« Hommes, femmes, enfants, vieillards,

Le gang de Staline exterme les auteurs de la "constitution la plus démocratique du monde" Et menace, hors d'U.R.S.S. des Staliniens d'hier

On ne parvient à enregistrer les crimes de Staline qu'avec difficulté, tant leur nombre s'accroît chaque jour et tant un grand nombre d'entre eux sont connus avec beaucoup de retard ou incidemment. Le fauchage qui a été opéré dans les rangs de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation rouges est littéralement effarant ; un tableau en a été dressé par B. Souvarine et publié dans « le Figaro » ; nous le ferons connaître prochainement.

Nous voulons aujourd'hui signaler ceux que Staline a tués ou qu'il tient en prison qui, en février 1935, furent nommés à la Commission chargée de rédiger « la constitution la plus démocratique dans le monde ».

De cette constitution, la presse stalinienne a célébré les vertus, les qualités ; les journalistes et écrivains aux ordres, depuis Ro-

demain tous seront des combattants ; du berceau jusqu'à la tombe, vous allez enfermer tout un peuple dans une camisole de force. »

Puis :

« Pour nous, nous dénonçons devant les travailleurs de ce pays ce danger sans précédent et nous leur répétons : pas de défense nationale en régime capitaliste, mais seulement défense de classe... quelle que soit l'issue d'une guerre impérialiste, les travailleurs de chacun des pays belligérants sont toujours les vaincus. »

Et Renaud-Jean concluait ainsi :

« La classe ouvrière comprendra que vous allez la soumettre pieds et poings liés, non seulement à la guerre, mais aussi, dès le temps de paix, au patronat. »

Où sont les traîtres et les provocateurs, ouvrier communiste ? Qui abandonne tes intérêts : le travailleur « trotskyste » qui ne fait que répéter aujourd'hui ce que disait ton Parti en 1927 ou les responsables staliniens qui n'ont plus un mot contre le projet Boncour et qui entendent te « soumettre, dès le temps de paix, au patronat ?

main Rolland jusqu'à un Grenier quelconque ont accumulé les qualificatifs et les superlatifs.

Les hommes qui ont rédigé cette constitution étaient de véritables bienfaiteurs de l'humanité. Or, des trente membres qui rédigèrent cette « Constitution stalinienne », il y en a déjà 14 qui ont été exécutés ou se trouvent arrêtés comme ennemis du peuple, saboteurs, contre-révolutionnaires, espions trotskystes et boukhariniens, fascistes, etc..., sur 30, déjà 14 (combien demain ?), à savoir :

- 1) Boukharine, ex-président de l'I.C.
- 2) Rykov, ex-président du Conseil des Commissaires du peuple.
- 3) Enoukidzé, ex-secrétaire du Comité exécutif de l'Union soviétique.
- 4) Unschlicht, ex-commissaire à l'Armée rouge.
- 5) Cinq membres (sur 7) du Presidium du Comité exécutif de l'U.R.S.S. : Tcherwiakow (Russie blanche), Hodjaev (Usbekistan), Atakow (Turkmenistan), Rachimbaiev (Tadjikistan), Mussabekov (Transcaucasie).
- 6) Trois présidents de Conseils des Commissaires du peuple des républiques soviétiques : Sulimov (Russie), Liubtchenko (Ukraine), Goloded (Russie blanche).
- 7) Deux secrétaires de partis communistes des républiques soviétiques : Ikramov (Usbekistan), Jerbanow (république bouriate-mongole).

Ainsi, la loi fondamentale de l'U.R.S.S. aurait été établie par des hommes aspirant à renverser le régime qu'ils codifiaient. Staline affirme pareille monstruosité parce qu'il a un argument irréfutable : l'exécution par le Guépéou.

**

Les crimes du Guépéou s'étendent hors des frontières de l'U.R.S.S. Nous avons dénoncé ses crimes en Espagne (Nin, Landau, Max Rein, etc...), l'assassinat d'Ignace Reiss, nous avons dit notre conviction quant à ses responsabilités directes dans la mort de Léon Sedoff. Il nous faut aujourd'hui dénoncer la préparation connue de nouveaux crimes.

C'est en Belgique que ces choses se passent. Un ancien secrétaire du P.C. belge, De Boeck, vient d'être exclu de ce parti. Les causes exactes de cette exclusion ne sont pas très bien connues. Il semble que le Guépéou n'était pas bien sûr de tenir De Boeck dans ses mains ; et il s'est refusé à aller « mourir en héros » en Espagne. En tout cas, depuis son exclusion, De Boeck mène une existence traquée. Le Guépéou cherche à le supprimer, tout en évitant de provoquer un scandale retentissant. Les assassins du Guépéou ont appris avec l'affaire Reiss qu'en opérant vite et maladroitement, cela leur retomberait sur les reins.

Les camarades de « la Lutte ouvrière » belge ont donné une large place au cas De Boeck ; ils ont aussi signalé la disparition en U.R.S.S., depuis de longs mois, d'un membre du P.C. belge, Marc Willems, ainsi que la surveillance d'un autre membre de ce parti, Frans Morriens, par des agents du Guépéou. Ils invitent De Boeck à parler, comme la seule solution pour se sauver des assassins qui rôdent autour de lui.

C'est en faisant connaître le plus largement possible ces méfaits du gang de Staline que l'on pourra surtout sauver la classe ouvrière de l'abîme dans lequel il l'entraîne.

de classe ou attachement

quelque prétexte et sous quelque forme qu'elle se présente.

Mais le Parti socialiste a depuis longtemps rompu avec les principes de sa charte. C'est pour cela qu'il fallut fonder la III^e Internationale. C'est parce que celle-ci a trahi à son tour que nous disons : il faut créer une IV^e Internationale.

La Gauche Révolutionnaire prétend rester attachée aux principes ; jusqu'à présent, elle reste attachée au Parti socialiste qui a balancé les principes et qui supplie la bourgeoisie de se montrer aussi compréhensive qu'au 2 août 1914.

Il ne s'agit pas là d'une différenciation arbitraire entre le Parti et les principes qui sont inscrits par tradition dans les statuts. Il s'agit d'une division effective. La « Gauche Révolutionnaire » ne peut pas éluder le choix. Elle dirige la Fédération de la Seine. Dans quel sens ? En poussant à la lutte gréviste, par exemple, ou en collaborant avec Suzanne Buisson, Zyromski et autres jusqu'aboutistes ?

Autre question : la lutte contre la guerre, c'est aujourd'hui le travail de désagrégation de l'armée bourgeoise. La « Gauche Révolutionnaire » attendra-t-elle d'avoir la majorité dans un congrès extraordinaire du Parti socialiste pour s'y livrer ? Ou bien agira-t-elle en dépit et contre les décisions du parti que saura faire respecter, beaucoup mieux que les principes et la

charte fondamentale, Marx Dormoy avec sa ficelle ? Cette dernière hypothèse, Pivert l'écartera résolument, car ce serait créer un autre parti, et il ne veut pas rompre l'unité ouvrière, c'est-à-dire non l'unité avec les principes marxistes révolutionnaires, mais l'unité avec Blum.

L'équivoque d'aujourd'hui permet, à l'abri de phrases ronflantes de révolutionnarisme : a) de ne rien faire de pratique, de ne préparer aucune résistance effective à la guerre ; b) demain, de glisser dans le camp ennemi.

Un membre de la « Gauche Révolutionnaire », Prader, « théoricien » prétentieux qui fit le jeu des staliniens sur le problème de la révolution espagnole, vient de soumettre à la « Gauche Révolutionnaire » un projet de « plateforme complète de politique internationale ». Pas moins ! Et la dizaine de pages de ce projet se termine par le résumé que voici :

POUR LA PAIX :

Plan de paix totale immédiate et juste. Menace de renvoi des fascicules de mobilisation si le Plan n'est pas adopté.

CONTRE LA GUERRE :

Eclatée ailleurs : embargo sur les carburants.

Chez nous : problème laissé en suspens (directives générales).

Le problème décisif est laissé en suspens, au moment où la bourgeoisie ne laisse rien en suspens, où toutes ses forces se concentrent. C'est le fin fond de la politique de la « Gauche Révolutionnaire ». Elle ne parvient qu'à un seul objectif : empêcher des ouvriers révolutionnaires de se grouper en un parti nouveau, pour la IV^e Internationale, de créer un instrument qui agisse légalement et illégalement, en toutes circonstances, contre le capitalisme.

Avec les jeunes exploités

Les leçons de la Commune et la jeunesse

« Le regrettable malentendu qui, dans les journées de juin 1848 a armé l'une contre l'autre deux classes sociales, ne peut plus se reproduire. L'antagonisme des classes a cessé d'être. »

Ne croirait-on pas lire la prose quotidienne des grands journaux du Front populaire ? Non, c'est le « Journal Officiel de la Commune » qui publiait ces propos démoralisants pour la classe ouvrière de 1871. C'est cette littérature qui prépare les défaites.

« Unir ! Unir ! Unir ! », hurlent les jeunes bureaucrates staliniens à la « Jeunesse de France ». « Pas de politique, discipline ou exclusion », bavent les jeunes bureaucrates réformistes. Et je te pousse vers les Auberges de Jeunesse pour fraterniser avec de jeunes bourgeois en mal

Après les bagarres de Puteaux

Alors quand la jeune garde antifasciste ?

Protégeons la J.C.I.

contre les tracasseries policières

La répression policière cherche à frapper la J.C.I. de Puteaux.

Par deux fois, le P.S.F. est descendu sur Puteaux-la-Rouge pour vendre son torchon. Mais il est tombé sur un bec... à clous ! Par deux fois, c'est la jeunesse ouvrière qui a donné l'élan et le signal de la lutte. Malgré les efforts des staliniens et des réformistes pour étouffer la conscience de classe de la jeunesse prolétarienne, celle-ci est encore bien vivante et sa combativité très grande.

Mais chaque jeune travailleur sait bien que l'enthousiasme révolutionnaire ne supplée pas à l'organisation méthodique des forces antifascistes. Plus de résistance spontanée à Puteaux, qui risque de coûter cher à la jeunesse ouvrière, il faut créer le Front unique antifasciste, la Jeune Garde Antifasciste réclamée par les jeunes travailleurs, J.C. et P.S. compris.

La Jeunesse Communiste Internationaliste a pris l'initiative de convoquer une réunion des différents organisations ouvrières de jeunes : J.C., J.S., J.E.U.N.E.S., afin d'envisager en commun l'organisation d'une vaste campagne d'agitation antifasciste dans la région et la création de jeunes groupes de défense. Il n'a pas encore été répondu à nos propositions.

Quelques permanents staliniens nous accuseront encore d'être des provocateurs parce que nous nous refusons à partir en rangs dispersés dans la lutte antifasciste et répondront par le mépris à nos propositions d'unité d'action.

C'est aux jeunes communistes conscients à mener la lutte contre la bureaucratie qui les ligote dans l'inaction. Devant les troupes fascistes, ils ont retrouvé la voie de la lutte de classe, il faut persévérer dans cette voie en combattant ceux qui cherchent à égarer la jeunesse ouvrière.

Les jeunes socialistes ne doivent pas se laisser intimider par les menaces des bonzes corrompus qui les paralysent au nom de la « discipline ». Dans votre cas, camarades des J.S., c'est l'indiscipline aux mots d'ordre d'Union sacrée de vos « surveillants » socialistes qui est un devoir d'honneur révolutionnaire.

Ceux qui pactisent avec le fascisme nous accusent d'en être les agents, mais la bourgeoisie ne se trompe pas, elle sait distinguer ses véritables ennemis, c'est pourquoi sa police inquiète nos jeunes camarades de Puteaux en réponse aux plaintes des fascistes pour coups et blessures. C'est pour nous un honneur. Nous continuerons à être à l'avant-garde de la lutte antifasciste et d'entraîner la jeunesse ouvrière au combat.

d'aventure et je te dirige vers les Clubs d'Aviation « Populaire » et Vive la Vie, la Joie et l'Amour !

La lutte de classe a cessé d'être pour la jeunesse ouvrière quand elle est tombée sous la tutelle des staliniens ou des socialistes, il ne faut plus lutter mais « s'amuser » : le baillon sur la bouche, le bandeau sur les yeux, en avant vers la guerre dans les rangs de l'Armée bourgeoise, sous les ordres des généraux du C.S.A.R. !

Ces mots d'ordre de fraternité de la jeunesse française ne désarment seulement que la jeunesse prolétarienne, lui enlèvent son énergie, mais la jeunesse dorée du fascisme comprend fort bien que le triomphe des travailleurs la menace et elle s'apprête à participer activement à leur massacre sanglant, comme en Espagne, en Allemagne et en Italie, comme elle le fit sous Thiers et Galiffet.

Le jeune travailleur conseillé par les staliniens tend son cou pour embrasser le fils du patron clérical, mais celui-ci prépare son couteau pour lui trancher la gorge !

Il ne faut pas bavarder sur les leçons de la Commune, mais les étudier pratiquement, les faire vivre dans notre lutte quotidienne. Quand Thiers descendit de Versailles sur Paris, la classe ouvrière n'était pas prête au combat, ramollie et égarée par les mots d'ordre de Paix sociale et la diatribe verbale patriotique.

Dès 1870, dans le manifeste de l'Internationale, Karl Marx avertissait le prolétariat français de ne pas se laisser aller à la duperie nationale. De profonds changements s'étaient opérés depuis la grande révolution, la lutte entre les classes s'était aggravée. En 1870, le prolétariat ne pouvait plus confondre ses intérêts avec ceux des classes ennemies. LA BOURGEOISIE DEVAIT PORTER SEULE LA RESPONSABILITE DE LA HONTE NATIONALE. L'affaire du prolétariat était de lutter pour soustraire, par le socialisme, le travail au joug de la bourgeoisie.

Et Lénine a dénoncé « l'erreur fatale de la Commune qui a voulu combiner deux choses contradictoires comme le patriotisme et le socialisme ».

Ceux qui osent encore se réclamer de Lénine et de Marx se vautrent dans la fange tricolore, cherchant à y entraîner la jeunesse travailluse. C'est la voie de l'Union sacrée, de la guerre impérialiste.

Comme nos vieux : peuples contre peuples, ils veulent nous faire combattre pour que les usines restent aux patrons et la terre aux hobereaux.

Arrière votre « Paix Sociale » qui nous désarme et nous livre à l'ennemi !

Arrière votre torchon tricolore et votre « Marseillaise » qui nous masquent la vue et nous assourdissent !

A qui sont les usines ? Avons-nous donc à les défendre ?

La Commune nous a appris que sans Parti révolutionnaire il n'y a pas de victoire possible contre la bourgeoisie chauvine et ses serviteurs : les champions de la Paix sociale.

Vite, bâtissons la nouvelle Jeunesse Révolutionnaire, la IV^e Internationale bolchevik-léniniste, pour qu'elle guide notre lutte, pour écraser par les armes notre propre bourgeoisie, pour fraterniser avec nos frères vaincus par le fascisme : les travailleurs allemands et italiens.

Vengeons la Commune et ses 30.000 fusillés !

As-tu lu
Le Jeune Bolchevick ?

Des abonnements !

La querelle

des « jeunes » bureaucrates

Dans le même sac !

L'AMITIE ne règne pas entre les bureaucrates de la J.S. et ceux de la J.C. Comme leurs aînés, ils ne louent pas une occasion de se chamailler et pourtant sur le fond de leur politique ils sont bien d'accord.

C'est, cette fois, sur une lettre de Guyot proposant une réunion entre J.S., J.C. et J.L.R. face « à la gravité des événements », que partit « l'accrochage ». Le sinistre Bernard Chochoy, déjà conseiller général et attaché de Cabinet, veut monter davantage et ne manque pas une occasion pour montrer son zèle dans la servilité aux pontifes de la S.F.I.O. Il fait cela d'une façon pas toujours bien habile et lorsqu'il commence par exemple sa réponse à Guyot par un « Mon cher député », on sent trop fortement la jalousie qu'il éprouve de ne pas encore siéger dans l'assemblée que préside le trop fameux M. Herriot. Et c'est là que l'on touche la source des divergences entre ces individus qui se sont spécialisés dans le rôle d'égarer la jeunesse prolétarienne de sa voie de classe.

En effet, rien ne sonne plus faux que d'entendre les reproches d'un Chochoy à un Guyot.

Ce n'est pas Chochoy qui est qualifié pour reprocher aux staliniens leur manque de démocratie ni les « procès » de Moscou, ni aucune autre trahison.

On connaît les procédés « démocratiques » qu'utilise Chochoy dans son organisation pour briser les velléités révolutionnaires des jeunes qui se sont égarés dans la J.S.

On se rappelle trop bien et on n'oubliera point la brutalité avec laquelle le secrétaire national de la J.S. a combattu les oppositions de gauche dans son organisation, utilisant les manœuvres les plus basses, les combines les plus répugantes et allant jusqu'à faire assommer, en plein Congrès, les délégués des J.S. de la Seine qui luttaient pour une politique révolutionnaire (Congrès de Lille 1935, Congrès de Creil 1937). Il ne fait, on le voit, en plus petit, que ce que la bureaucratie stalinienne fait sur une échelle plus grande.

Chochoy reproche à Staline de « monter » des procès pour se débarrasser des vieux bolcheviks. Certes, on ne peut dire que Chochoy en fait de même, et pour cause..., il n'en a pas les possibilités. Mais si Staline « monte » des procès pour se débarrasser de ceux qui le gênent, Chochoy, lui, « monte » des Congrès où il se débarrasse avec moins de brutalité certes, mais avec des méthodes et des objectifs aussi criminels : briser la force révolutionnaire des jeunes prolétaires et par là sauvegarder les privilèges sanglants de la bourgeoisie. Staline utilise des procureurs et l'appareil policier, Chochoy, lui, utilise du chloroforme : des banquets, des vins d'honneur, des réceptions et toute une gamme de moyens de corruption par lesquels il se débarrasse à sa façon de ceux qui le gênent, des jeunes qui veulent lutter implacablement contre l'ennemi de classe.

Il faut dénoncer le rôle des Chochoy et consorts.

Les Guyot, comme les Chochoy, sont d'accord pour l'union sacrée, pour la défense nationale, pour la défense de la France contre Hitler, c

Qu'ils cessent donc leur triste comédie, leur chamailleries qui n'ont pour objet que de vulgaires intérêts personnels et qu'ils foutent la paix à la jeunesse qui n'a pas besoin de pareilles canailles.

L'un et l'autre sont à mettre dans le même sac, car l'un et l'autre nous trahissent ignoblement.